

could be used as a platform for a dialogue and co-operation between Western and Eastern Europe.

The Canadian government and Canadian parliamentarians are also committed to the aim of East-West detente with some, if I may say so, of their own ideas as to how to achieve this. All this seems to justify and intensify the exchange of ideas and information between your country and the nations of Western Europe. Why not examine, for instance, Mr. Chairman, joint Canadian-European actions in the light of preparations for a so-called European security conference. What, in this respect, is Canada's attitude and what will it be in future in view of the difficulties that we are experiencing, the different opinions on these issues and the very strong points that the Soviets and some of their East-European partner nations have made over the last 12 months, particularly since the negotiations on Berlin as the text for real possibilities of detente have got under way.

Now, reverting to the Council of Europe, some overseas parliamentarians and surely also some Canadian parliamentarians may regard the Council of Europe as a distant historic feature which had to do with Sir Winston Churchill and his speeches in Zurich and in Fulton, Missouri. In point of fact, the Council of Europe is what we would like to call the mother of all movements for European unification. The Council of Europe Assembly considers itself as a parliamentary forum not only for the discussion of the internal affairs of Western Europe but also for a dialogue between Western Europe and other parts of the world.

It is only natural that relations should be particularly close, Mr. Chairman, with those countries which have a political system similar to that of our member states, that is a parliamentary democracy. Canada retains extensive relations with the countries represented in the Assembly through multilateral organizations such as OECD, the GATT, and others.

At a session which we held in January of this year, on contributions to development, Canada's contribution was considered as a question divorced from its geographical context. Through the holding of such regular debates on development aid, our Assembly should fulfil a role as a *de facto* parliamentary organ of OECD. In this way debates in Strasbourg of our Assembly, with parliamentary delegations from nonmember states such as Canada, would help to strengthen the co-operation in multilateral organizations whose memberships are world-wide.

Mr. Chairman, the Committee of Ministers of the Council of Europe stated in 1964 that the Council of Europe does not form a bloc and remains open to the outside world within the limits of its Statute. The statement that the Council of Europe does not form a bloc merely reflects the fact of its wide membership which includes the six EEC members, the seven other members of EFTA and the neutral countries. The Council of Europe was intended to bind together a group of governments by treaty to work for greater unity through a Committee of Ministers. However, the Statute also set up a Consultative Assembly of parliamentarians to be delegated by national Parliaments in order to attend sessions in an individual capacity. This was the first occasion that the parliamentary element was introduced into multilat-

ministres du Conseil de l'Europe sur la façon dont l'Assemblée pourrait servir de tremplin pour un dialogue et coopération entre l'Europe de l'Ouest et de l'Est.

Le gouvernement du Canada et les parlementaires canadiens se sont aussi engagés à tendre vers la détente est-ouest avec certaines de leurs vues, si je peux m'exprimer ainsi, sur la façon d'y parvenir. Tout cela semble justifier et intensifier les échanges de vues et d'information entre votre pays et les nations de l'Europe occidentale. Pourquoi ne pas considérer, par exemple, monsieur le président, des mesures Canado-européennes conjointes selon les préparations faites pour une présumée conférence européenne de la sécurité. Quelle est, à cet égard, l'attitude du Canada, et que sera-t-elle, à l'avenir, dans le cas des difficultés auxquelles nous nous heurtons, des opinions diverses sur ces questions et celles que l'URSS et certains de ses alliés de l'Europe orientale ont soulevées au cours des douze derniers mois, surtout au cours des négociations de Berlin ou l'étude des possibilités réelles de détente a été entreprise.

Pour en revenir au Conseil de l'Europe, certains parlementaires de l'Atlantique et sûrement aussi du Canada peuvent considérer l'organisme précité comme étant un événement historique éloigné dont Sir Winston Churchill a parlé dans ses discours qu'il a prononcés à Zurich et à Fulton, Missouri. Le Conseil de l'Europe est ce que nous aimerions appeler l'origine de tous les mouvements de l'unification européenne. L'Assemblée du Conseil de l'Europe se considère comme étant une tribune parlementaire non seulement pour la discussion des affaires internes de l'Europe de l'Ouest, mais aussi pour un dialogue entre l'Europe de l'Ouest et les autres parties du monde.

Il n'est que naturel que des rapports soient particulièrement étroits, monsieur le président, avec ces pays dont le système politique est semblable à celui des états membres, c'est-à-dire une démocratie parlementaire. Le Canada entretient des relations étroites avec les pays représentés à l'Assemblée par l'entremise d'organismes multilatéraux, notamment l'OCDE, le GATT, et d'autres.

Lors d'une réunion tenue en janvier de cette année, sur les contributions au développement, la contribution du Canada a été considérée comme étant une question séparée de son contexte géographique. Grâce à la tenue de pareils entretiens réguliers sur l'aide au développement, l'Assemblée devrait remplir un rôle à titre d'organisme parlementaire de fait de l'OCDE. Ainsi, les entretiens de votre Assemblée à Strasbourg avec des délégations parlementaires des états non-membres tel le Canada, pourraient renforcer la coopération dans les organismes multilatéraux dont la composition est universelle.

Monsieur le président, le Comité des ministres du Conseil d'Europe a déclaré, en 1964, que le Conseil de l'Europe ne forme pas un bloc et reste ouvert au monde extérieur dans les limites de son statut. La déclaration selon laquelle le Conseil de l'Europe ne formait pas un bloc reflète tout simplement le fait de la vaste composition et comprend les six membres du CEE, les sept autres membres du AELE et les pays neutres. Le Conseil de l'Europe devait réunir un groupe de gouvernements par traité pour obtenir une plus grande unité par l'entremise d'un comité des ministres. Cependant, les statuts ont aussi créé une assemblée consultative parlementaire que les parlements nationaux délégueraient pour assister aux réunions. C'était la première fois que l'élément parlementaire était introduit dans la coopération multilatérale et